

Commune de SAINT-ROMANS

292, Grande Rue – 38 160 Saint-Romans

Tél : 04 76 38 46 17

mairie.stromans@wanadoo.fr

**Demande d'examen d'évaluation environnementale au cas par cas pour la
révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Romans (Isère)**

En application du décret n°2012-995 du 23 août 2012
relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme



SOMMAIRE

1	Intitulé du projet	2
2	Identification de la personne publique responsable.....	2
3	Caractéristiques principales de la procédure.....	2
3.1	Caractéristiques générales du territoire	2
3.2	Quels sont les objectifs de cette procédure ?	3
3.3	Quelles sont les grandes orientations d'aménagement ?	3
3.4	Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?	4
3.5	Le projet sera-t-il soumis à d'autres types de procédures ou consultations réglementaires ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une ou plusieurs autres procédures ?	4
3.6	Contexte de la planification	5
3.7	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	5
4	Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.....	6
4.1	Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain.....	6
4.2	Milieux naturels et biodiversité	8
4.3	Paysages, patrimoine naturel et bâti.....	10
4.4	Ressource en eau	12
4.5	Sous et sous-sol, déchets	15
4.6	Risques et nuisances	16
4.7	Air, énergie, climat	18
5	Eléments complémentaires que la commune souhaite communiquer (facultatif).....	18
6	Annexes	18

1 Intitulé du projet et état d'avancement

Révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Romans (38).

Le PADD a été débattu le 18 octobre 2016.

L'arrêt de la révision du Plan Local d'Urbanisme est prévu le 22 décembre 2017 au plus tard.

2 Identification de la personne publique responsable

Commune de Saint-Romans

292, Grande Rue – 38 160 Saint-Romans

Tél : 04 76 38 46 17

mairie@saint-romans.fr

3 Caractéristiques principales de la procédure

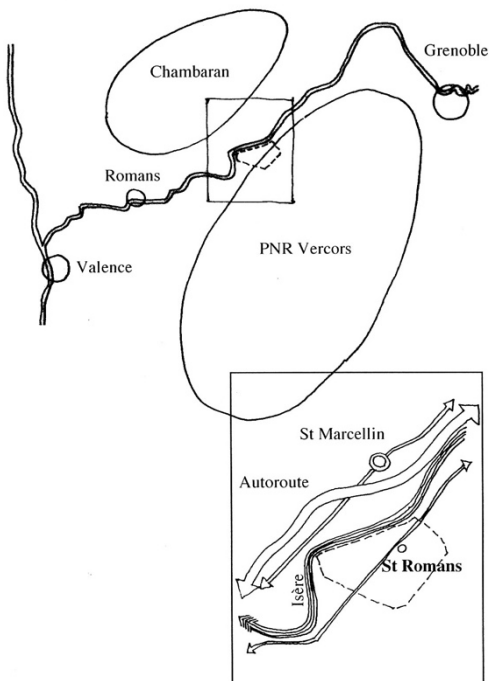
3.1 Caractéristiques générales du territoire

La commune concernée : SAINT-ROMANS

Nombre d'habitants concernés : 1 786 (population totale légale 2013 INSEE).

Superficie du territoire : 17,04 km² dont environ 500 ha en zone de montagne.

Saint Romans s'inscrit en rive gauche de la basse vallée de l'Isère, au sein du Royannais, proche de la limite entre le département de l'Isère et celui de la Drôme, à mi-chemin entre Grenoble et Valence. Elle est traversée sur un axe Nord-Est / Sud-Ouest par la route départementale n°1532 (de Grenoble à Valence). Située au pied du Vercors, les deux tiers de sa superficie sont formés de grandes étendues de plaine, divisées par un maillage de voies et un parcellaire régulier. Son extrémité Est présente un relief plus marqué. Sur cette limite s'est implanté, sur un léger surplomb, le Château de St-Romans. Le village, à l'intersection de la RD1532 et de la RN518, s'est d'abord développé autour de l'église et du rocher du calvaire. Il s'est ensuite progressivement étendu de part et d'autre de la RN518.



La commune fait partie de la Communauté de Communes de la Bourne à l'Isère (CCBI), du Schéma de COhérence Territoriale de la Région Urbaine Grenobloise ainsi que du Parc Naturel Régional du Vercors.

Schéma extrait de l'étude CAUE « Réflexion préalable à l'aménagement du Bourg de Saint Romans »

3.2 Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Les objectifs de la révision du PLU inscrits dans la délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2011 sont les suivants (voir annexe n°3.2) :

Conforter la mixité urbaine par le renforcement des zones d'activités intercommunales de qualité et intégrées au tissu urbain.

Eviter l'étalement urbain.

Permettre l'installation d'un équipement public : une gendarmerie ou autre équipement public.

Renforcer la protection des espaces boisés notamment sur la ripisylve de l'Isère et le Bois de Claix.

Création d'un espace protégé autour de la base de loisirs du Marandan.

Rectifier les erreurs matérielles du PLU approuvé en 2007.

Mettre à jour la carte des aléas et la liste des emplacements réservés.

La délibération précise que « l'ensemble des objectifs poursuivis ci-dessus constitue la phase actuelle (en 2011) de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à la révision du PLU. Ces évolutions, modifications ou abandons seront justifiés par les documents constitutifs du PLU. »

La phase de travail entre cette délibération et le débat du PADD en octobre 2016 fut relativement longue et a donc conduit à une réévaluation de ces objectifs, qui sont pleinement inscrits dans le PADD (voir annexe 3.3).

3.3 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement ?

Les grandes orientations d'aménagements inscrites dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu par le Conseil Municipal le 18 octobre 2016 sont les suivantes (voir annexe n°3.3) :

Axe 1 – Affirmer la fonction économique du territoire saint-romanais : l'économie au cœur du développement communal et moteur de sa vitalité.

- Orientation n°1 – Conforter l'activité agricole et spécifiquement l'activité nucicole qui offre une visibilité de la commune à l'échelle régionale
- Orientation n°2 - Accompagner le développement touristique qui offre une visibilité de la commune à l'échelle régionale, en connexion avec le massif du Vercors
- Orientation n°3 – Renforcer l'attractivité du territoire pour l'accueil d'activités industrielles et artisanales, en périphérie du centre bourg, pour affirmer la position de la commune comme pôle économique et d'emplois à l'échelle intercommunale
- Orientation n°4 – Conforter l'activité commerciale du centre bourg, garante d'une offre locale de proximité aux habitants

Axe 2 - Mieux vivre dans la commune.

- 2.1 - Mieux se déplacer : optimiser les déplacements tous modes en adéquation avec le développement attendu / connecter le centre bourg avec les secteurs périphériques résidentiels.
- 2.2 - Mieux habiter ensemble
- 2.3 - Accompagner le développement / améliorer le fonctionnement des équipements publics en adéquation avec les besoins induits par le développement de la commune
- 2.4 - Préserver la qualité du cadre environnemental

3.4 Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Voir annexes 3.4.a et 3.4.b

Le projet de révision du PLU conforte l'organisation du territoire communal en 4 zones U, AU, A et N. Les principales évolutions réglementaires par rapport au PLU sont les suivantes :

- Redistribution du potentiel constructible pour le développement de l'habitat en privilégiant les secteurs du Bourg (secteurs des Condamines, avec une Orientation d'Aménagement et de Programmation) et en limitant le développement des hameaux (Malot, Gaillardonnières, Monteux, Forêt de Claix) et des écarts.
- Inconstructibilité généralisée des zones A et N sauf exceptions (bâtiments agricoles, services publics et d'intérêt collectif) et identification des bâtiments d'habitation existants, d'une activité artisanale (STECAL Ay) et de la base de loisirs du Marandan (STECAL Nt1) pour permettre leur évolution avec un encadrement réglementaire strict.
- Création d'une emprise AU sur le secteur des Bavorgnes, dédiée au développement des activités économiques, et découpée en plusieurs secteurs (1AUI1, 1AUI2, 1AUI3 et 2AU) qui garantira leur phasage à l'urbanisation de manière progressive : d'abord 1AUI1, puis 1AUI2 et 1AUI3 et en dernier lieu 2AU.
- Intégration des enjeux environnementaux dans les zones A et N avec la création de secteurs indicés (Aco et Nco) et rendus inconstructibles pour les corridors biologiques, les zones humides et l'espace de fonctionnalité du Marais des Sagnes, les périmètres de protection du captage d'eau potable des Chirouses, classement en Espaces Boisés Classés du Bois de Claix, ultime boisement consécutive de la plaine.
- Identification et encadrement réglementaire (protection) des éléments du patrimoine bâti et naturel.

Le règlement écrit du PLU intégrera les évolutions réglementaires instaurées par la Loi ALUR du 24 mars 2014, qui favorisent la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles et la prise en compte du cadre environnemental, ainsi que les nouvelles dispositions législatives en vigueur depuis le 1er janvier 2016.

3.5 Le projet sera-t-il soumis à d'autres types de procédures ou consultations réglementaires ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une ou plusieurs autres procédures ?

Le projet de PLU sollicitera l'avis de la CDPENAF :

- Pour la délimitation de 4 STECAL sur des constructions existantes dans les zones naturelles, agricoles ou forestières : 3 secteurs Nt1 sur la base de loisirs du Marandan pour permettre son développement touristique et 1 secteur Ay pour conforter une activité artisanale existante. *Voir plan de l'annexe 3.4.b*
- Pour les conditions d'évolution des bâtiments d'habitation existants en zones agricoles, naturelles et forestières (extensions et annexes).

De plus, le zonage des eaux pluviales sera soumis à enquête publique conjointe avec le PLU.

3.6 Contexte de la planification

Le projet de PLU est concerné par :

- Les dispositions de la Loi Montagne pour 500 Ha du territoire communal.
- Le projet de la Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes du Nord.
- Le SCOT de la région urbaine grenobloise approuvé en décembre 2012, élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle II.
- Le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée.
- Le SAGE Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence.

3.7 Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire est un Plan Local d'Urbanisme, approuvé en 2007 et modifié en dernier lieu en 2010. Il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4 Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Les objectifs de modération de la consommation d'espace, inscrits dans le PADD débattu par le Conseil Municipal le 18 octobre 2016, sont :

- Lutter contre l'étalement de la ville en réduisant la consommation d'espace pour l'habitat **à moins de 10 Ha** hectares sur les douze années à venir (parcelles constructibles non bâties et tènements bâtis de plus de 3000m² et générant du potentiel constructible à vocation d'usages mixtes (habitat, services, commerces, équipements, ...)). La commune de Saint-Romans se fixe l'objectif, pour la durée d'application du PLU, de réduire d'au moins 20% la superficie moyenne de terrain consommée par logement neuf par rapport à ce qui a été fait sur la période 2006 - 2017 (912m²). Soit un objectif de consommation moyenne de 750m² par futur logement neuf construit.
- De plus, le secteur des Bavorgnes dédié exclusivement à l'accueil d'activités économiques incompatibles avec les secteurs résidentiels représente 9,5 Ha dont 5,9 Ha sont urbanisables à court et moyen terme sur un principe de phasage (1AUI1, 1AUI2 et 1AUI3 dans le temps et 3,6 Ha sont maintenus en réserve foncière à plus long terme (2AU).
- Au-delà de ces espaces nécessaires pour le développement attendu au cours des 12 prochaines années, les autres espaces non bâtis, hors activités économiques, seront reclassés en zone agricole ou naturelle selon leur vocation.

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?

Sur la période 2006-2017, 11,7 Ha ont été urbanisés sur la commune dont 8,47 Ha ont conduit à la création de 93 logements et 3,3Ha pour le développement des activités économiques, agricoles et industrielles. Ainsi, la consommation moyenne de terrain par logement en construction neuve est de 912m² (base 89 logements identifiés à partir du registre des permis de construire). Dans le même temps, 4 logements ont été créés à travers le réinvestissement du bâti existant et 3 en densification de parcelle déjà bâtie.

Ainsi, le PLU projette un développement résidentiel plus dense que la période précédente, donc plus économe en foncier (plus de logements à consommation foncière égale), tout en répondant aux objectifs de développement attendus au regard de sa position de pôle d'appui de son bassin de vie (Saint-Marcellin).

Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Développement démographique : la commune prévoit d'accueillir environ 127 logements neufs au cours de la durée d'application du PLU (12 ans), dans le respect des préconisations du SCOT de la Région Grenobloise qui l'identifie comme **pôle d'appui** de son bassin de vie (Saint-Marcellin).

Développement économique : La commune prévoit de poursuivre l'accueil de nouvelles activités économiques sur la zone artisanale des Condamines (zone UI) et programme à moyen terme la création d'une nouvelle zone d'activités économiques sur le secteur des Bavorgnes (zones 1AUI1, 2 et 3 et 2AU), en cohérence avec le schéma de développement économique

intercommunal. Les activités non nuisantes pour l'habitat pourront se développer dans le tissu bâti existant du Bourg et des hameaux. Les activités agricoles seront maintenues sur les zones A du PLU.

Equipements publics : la commune prévoit de renforcer le secteur des écoles par la mise en réserve (emplacement réservé) d'un espace pour l'accueil d'une salle polyvalente qui pourra remplacer à terme la salle du centre bourg.
(voir annexe n°3.4.b).

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire ?

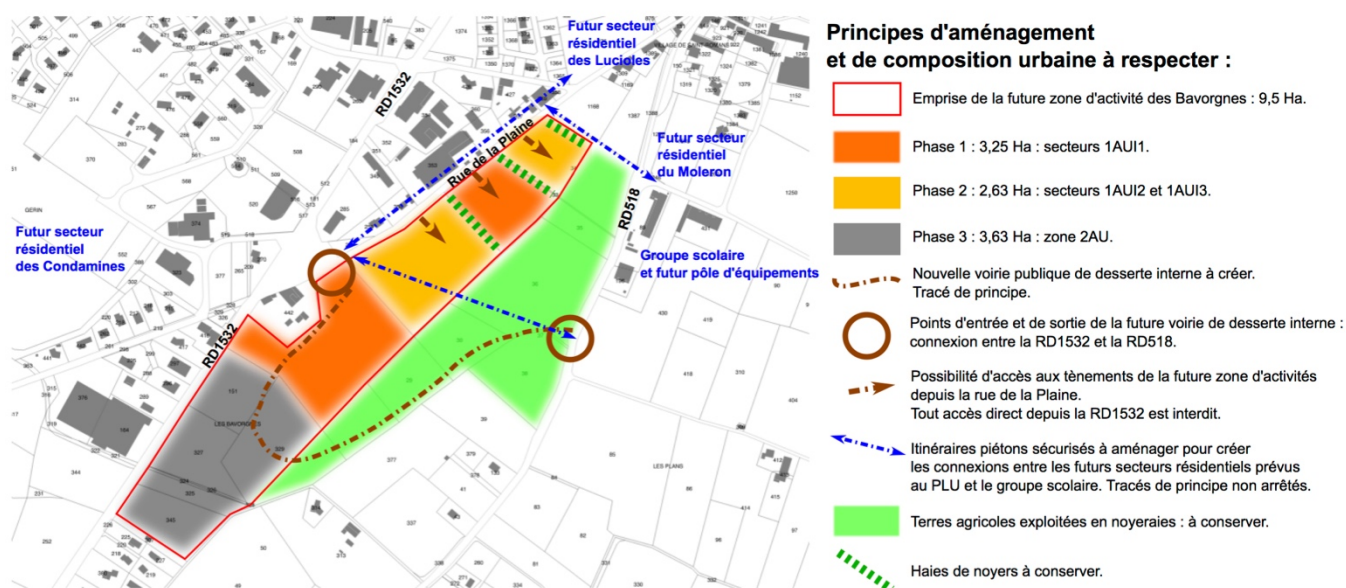
Oui. Les zones 1AUI et 2AU des Bavorgnes sont localisées sur des parcelles classées en zone A dans le PLU en vigueur. Il s'agit d'une emprise de 9,5Ha environ, délimitée au plus près de l'enveloppe bâtie du Bourg. Cette emprise est actuellement occupée par une prairie de fauche. Cette délimitation a tenu compte de la présence de cultures nucicoles sur ce secteur agricole, qui sont maintenues en zone A.

En parallèle, ce sont près de 7,63 Ha classés U et AU dans le PLU en vigueur qui sont rendus à l'agriculture et aux espaces naturels dans le projet de révision du PLU, principalement sur les hameaux de la commune :

- Le Bourg : 2, 28Ha.
- Gaillardonnière : 2 Ha.
- Monteux : 1,32 Ha.
- Les Barillats : 0,96 Ha.
- La Forêt de Claix : 0,85 Ha.
- Malot : 0,22 Ha.

La révision du PLU affiche donc clairement la volonté de recentrer le développement urbain autour du Bourg, de ses activités et de ses équipements, stoppant ainsi clairement le mitage des zones agricoles et des milieux naturels.

Orientation d'Aménagement et de Programmation des Bavorgnes

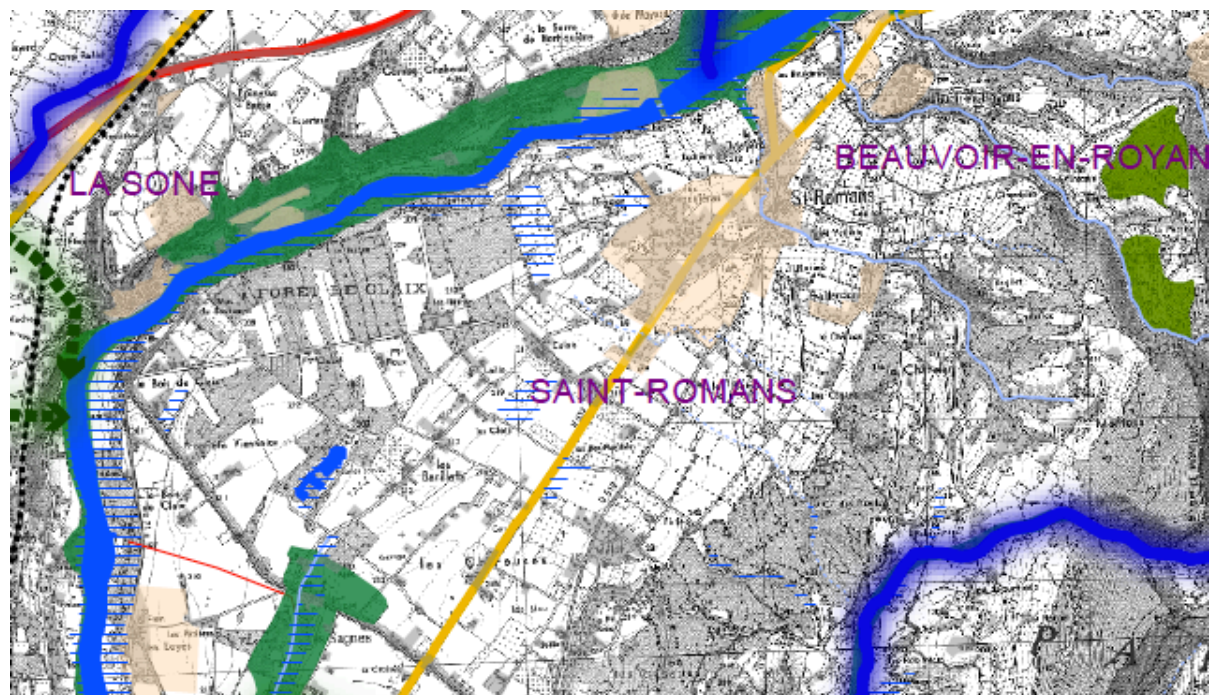


4.2 Milieux naturels et biodiversité

Le document est concerné par :

	OUI	NON	Si oui, quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par le projet de PLU ?
Zone Natura 2000		x	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)	x	x	ZICO des Hauts Plateaux du Vercors et de la forêt des Coulmes : il s'agit de la partie la plus montagneuse du territoire communal. Aucun projet d'aménagement ou de développement urbain n'est envisagé sur ce secteur et aux abords, qui seront classés dans le PLU en zone naturelle.
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle, parc naturel régional	x		La commune est incluse dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Vercors. Les services techniques du Parc sont associés aux réflexions sur la révision du PLU. Aucun projet du Parc n'est connu sur le territoire.
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I	x		ZNIEFF n°38000157 Marais des Sagnes : aucun projet d'aménagement ou de développement urbain n'est envisagé sur ce secteur et aux abords, qui seront classés dans le PLU en zone A + emprise zone humide inconstructible + emprise zone tampon inconstructible. ZNIEFF n°38170001 Ruisseau du Tarze : aucun projet d'aménagement ou de développement urbain n'est envisagé sur ce secteur et aux abords, qui seront classés dans le PLU en zone A et N + emprise zone humide inconstructible. ZNIEFF n°38160010 L'Isère du Pont d'Iseron à la confluence de la Bourne : aucun projet d'aménagement ou de développement urbain n'est envisagé sur ce secteur et aux abords, qui seront classés dans le PLU en zone Nco et Aco inconstructibles.
Arrêté préfectoral de protection de biotope		x	
Continuité écologique connue, continuité écologique repérée par la commune, par l'intercommunalité, par un document de rang supérieur ou par un SRCE approuvé	x		La trame verte et bleue du SCOT de la région urbaine grenobloise n'identifie aucune connexion naturelle d'intérêt écologique soumises à la pression urbaine, et identifie l'Isère et le Tarze comme cours d'eau reconnus comme réservoirs de biodiversité : aucun projet d'aménagement ou de développement urbain n'est envisagé sur ces secteurs et aux abords, qui seront classés dans le PLU en zone Aco et Nco inconstructibles à l'exception des abris pour animaux parqués, ou A et N. Le SRCE Rhône Alpes identifie une connexion naturelle nord sur le secteur du Rocher de Monteux comme un corridor. Le secteur est classé Nco / N dans le PLU.

La trame verte et bleue du SCOT de la RUG



4.3 Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est concerné par :

	OUI	NON	Si oui, quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par le projet de PLU ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, sites archéologiques, UNESCO)	x		Il n'existe pas de Monument historique ou de Site paysager protégé sur le territoire de Saint-Romans. En revanche l'extrémité Ouest de la commune entre dans le périmètre inscrit du château de la Sône et de son parc. Il concerne le secteur du Bois de Claix : le hameau du Bois de Claix, inclus pour partie, présente une zone U délimitée au plus près du bâti existant, dans une intention de limiter l'étalement urbain. De même, l'extrémité Nord-Est de la commune entre dans le périmètre de protection des ruines du château de Beauvoir en Royans : aucune zone U n'est concernée par ce périmètre, aucun projet n'est prévu.
Site classé ou en projet		x	
Site inscrit		x	
ZPPAUP ou AVAP		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)		x	
Directive de protection de mise en valeur des paysages		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur	x		Le SCOT de la région urbaine grenobloise n'identifie aucun élément paysager ou patrimonial significatif sur le territoire communal.

Carte des orientations paysagères

Carte des éléments repères patrimoniaux

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
scot407
DE LA REGION URBAINE DE GRENOBLE

D.O.O. Paysage

Echelle 1 / 100 000

Decembre 2012
Sources : BD Cartho IGN, AURIS,
CG-38, SPOT Thema, Scan-25 IGN

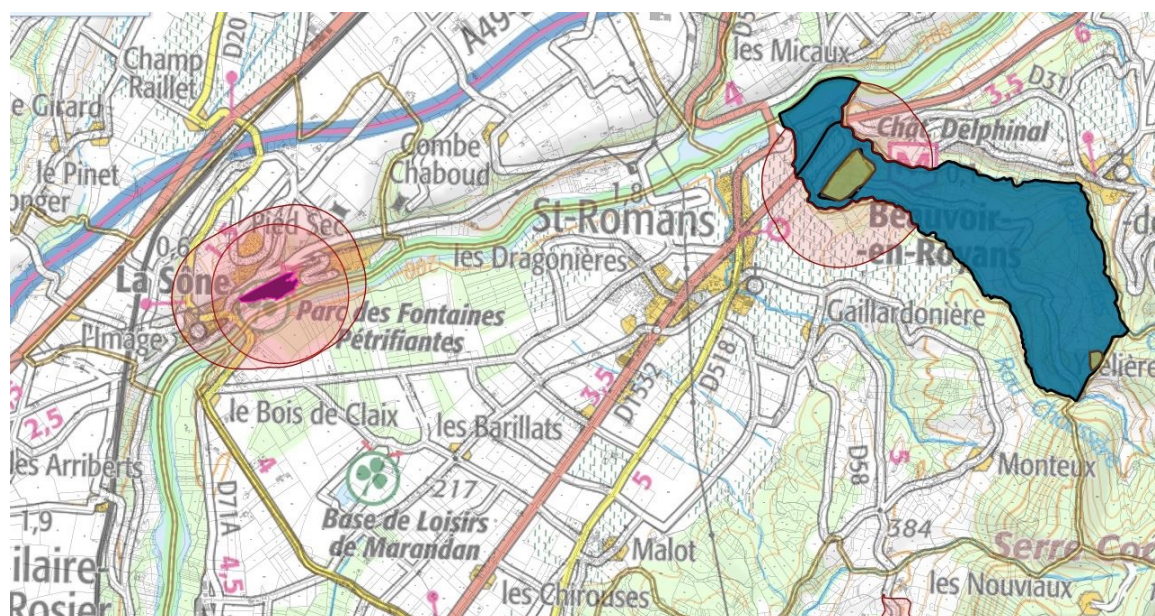


- Forts, châteaux, tours
- Sites patrimoniaux divers
- ZPPAUP

Occupation du sol et unités paysagères

- masses boisées principales
- espaces collinaires
- espaces ouverts de plaine
- espaces ouverts de coteaux
- espaces ouverts de plateaux

En rouge, périmètres de protection des Monuments Historiques de la Sône et de Beauvoir en Royans



4.4 Ressource en eau

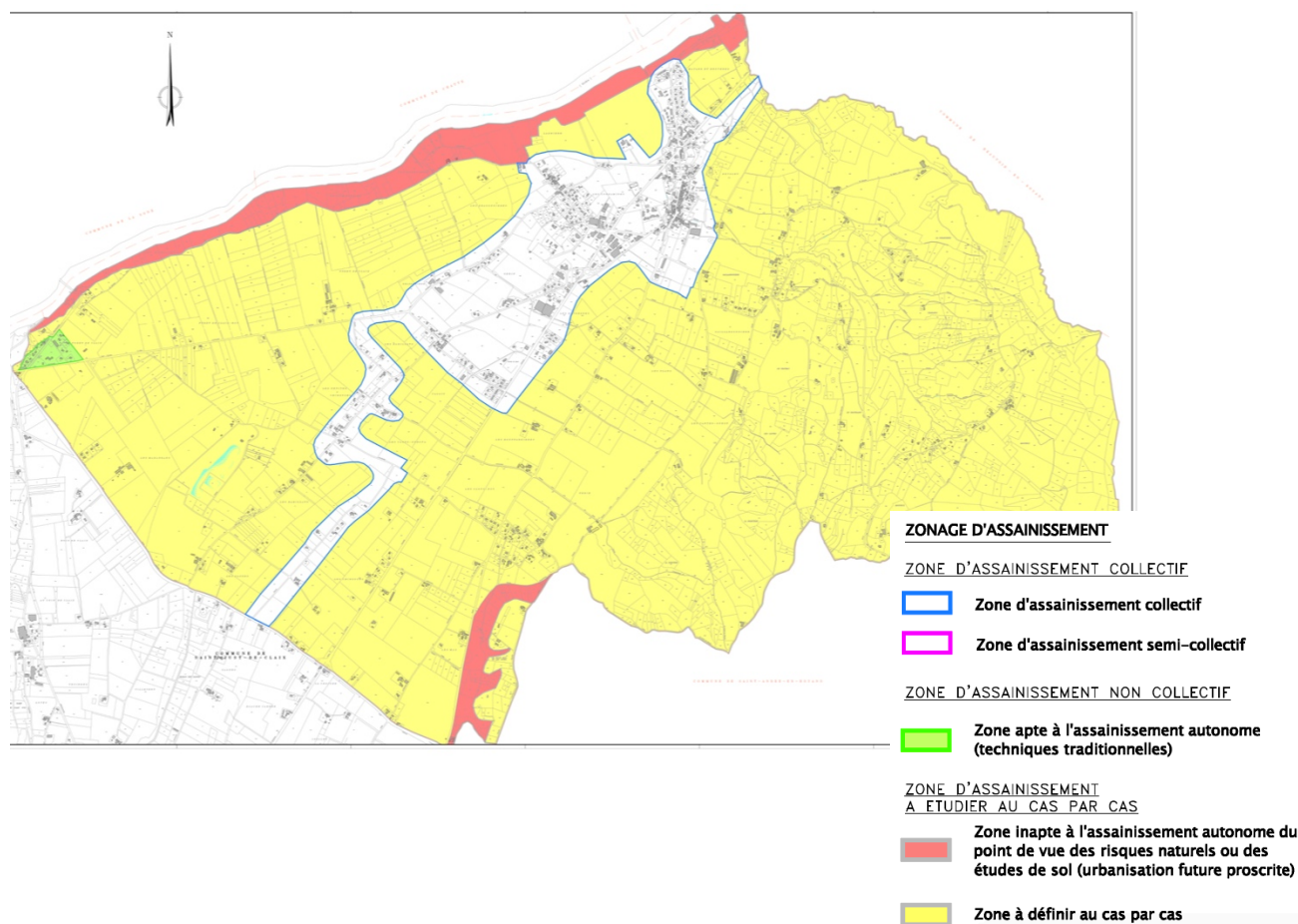
Le document est concerné par :

Captages	OUI	NON	Si oui, quels sont les orientations et/ou projets prévus dans/à proximité immédiate de ces zones par le projet de PLU ?
Périmètres de protection d'un captage d'eau destinée à l'alimentation humaine	x		Captage des Chirouses situé sur la commune : les périmètres de protection rapprochée et éloignée sont identifiés sur le règlement graphique (indices « pr » et « pe », voir annexe 3.4.b), et les prescriptions d'urbanisme de la Déclaration d'Utilité Publique sont retranscrits dans le règlement écrit. Ces emprises sont majoritairement classées en zone A et N dans le PLU. Une partie du hameau de Malot est impactée par le périmètre éloigné, son règlement en tient compte, et aucun potentiel constructible n'y est défini.
Un des 500 captages prioritaires Grenelle 2		x	
Des captages repérés par un SDAGE		x	

Usages	OUI	NON	Si oui, préciser
<p>Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ?</p> <p>Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?</p>	x		<p>La population actuelle est de 1767 habitants permanents (recensement INSEE 2014) ; la part de résidences secondaires dans le parc de logements est très faible. La commune projette à travers son PLU d'accueillir 400 nouveaux habitants, soit environ 160 logements supplémentaires à alimenter (127 logements neufs, le reste par réinvestissement du bâti existant).</p> <p>Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du SIEPIA, mis à jour en 2017, donne les éléments suivants :</p> <p>Le réseau du SIEPIA est interconnecté et alimente 2 communes : Saint-Romans et Saint-Just-de-Claix, à partir du captage des Chirouzes situé sur la commune de Saint-Romans. La qualité de l'eau de ce captage est jugée bonne.</p> <p>Le bilan besoins/ressources présenté dans ce document est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bilan est établi sur une journée pendant une période défavorable pour le réseau (consommation de pointe) et en période d'étiage, calcul réalisé pour la situation actuelle puis pour l'échéance 2030. - Pour ce calcul, le ratio de consommation par habitant retenu est 404 l/j/hab. - La population attendue en 2030 est d'environ 3800 habitants, soit +700 habitants potentiels sur les 2 communes (population St Just en 2014 : 1195). Ce qui est cohérent avec le développement programmé pour Saint-Romans. - Résultat : à l'échéance 2030, un besoin de pointe de 1137 à 1300 m3/j et un volume maximum exploitable du captage de 2100m3/j, soit une marge de 800 à 963m3/j selon que le rendement du réseau est amélioré à 70% ou 80%. <p>Concernant les besoins en eau pour les activités agricoles, notamment pour les secteurs irrigués, le SIEPIA gère un réseau collectif d'irrigation alimenté par l'eau de l'Isère, et plusieurs exploitants disposent de réseaux privés. En aucun cas le captage des Chirouzes n'est utilisé pour cet usage.</p>
Y-a-t-il des risques de conflit entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	

Usages	OUI	NON	Si oui, préciser
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?		x	<p>Données issues de la mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement du SIEPIA, en cours en 2017.</p> <p>Le réseau d'assainissement collectif de Saint-Romans est connecté à la station d'épuration du SMABLA située sur la commune de Saint-Nazaire en Royans. La majorité du réseau est séparatif.</p> <p>En 2016, la commune compte 767 équivalents habitants raccordés.</p> <p>Les accords du S.I.E.P.I.A. avec le S.M.A.B.L.A. stipulent une capacité de 1200 EH pour la commune de St Romans, soit une marge de 433 équivalents-habitants, ce qui est suffisant pour répondre au développement futur programmé dans le PLU (110 logements sont situés dans le Bourg raccordé au réseau d'assainissement collectif, sur les 127 programmés, + la future zone d'activités des Bavorgues qui sera à raccorder).</p> <p>Les réseaux d'assainissement couvrent l'intégralité du bourg et des zones d'activités, ainsi que les constructions isolées dans la plaine agricole situées en bordure de la RD1532.</p> <p>Le reste de la commune est géré en assainissement individuel. Les hameaux présentent un potentiel de 17 logements neufs dans les zones UB1 du PLU, répartis sur 5 secteurs (dans la zone jaune sur le plan ci-dessous).</p>

Zonage d'assainissement de Saint-Romans – version 2009 en cours de révision.

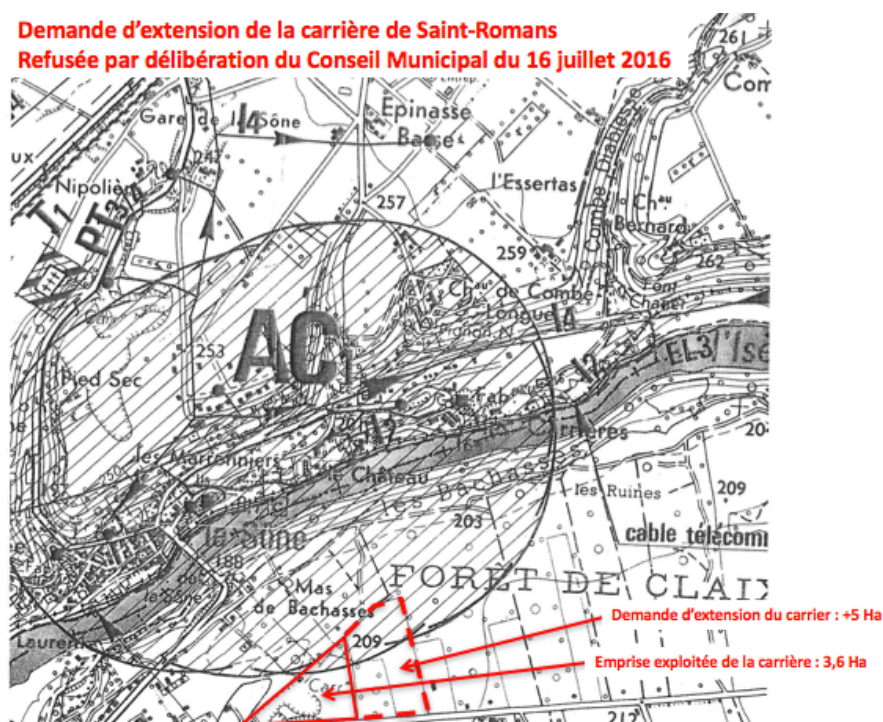


4.5 Sous et sous-sol, déchets

Le document est concerné sur tout ou partie de son territoire par :

	OUI	NON	Si oui, lesquels ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (BASOL)		x	
Anciens sites industriels et activités de services (BASIAS)		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrière	x		La carrière Routière Chambard, située au Bois de Claix, autorisée par arrêté préfectoral du 11/02/2005 à exploiter, pour une durée de 10, une carrière de sables et graviers, sur une surface de 3 ;67Ha et jusqu'à une profondeur de 15m, pour un prélèvement de 20000 tonnes/an. Le 19 juillet 2016, le conseil municipal a délibéré sur le refus d'extension de l'exploitation demandé par l'exploitant, au regard des enjeux de nuisances de fonctionnement et également paysagères (le site est situé dans le périmètre du monument historique du château de la Sône). Le secteur est classé dans le PLU en zone N.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire		x	

Demande d'extension de la carrière de Saint-Romans Refusée par délibération du Conseil Municipal du 16 juillet 2016

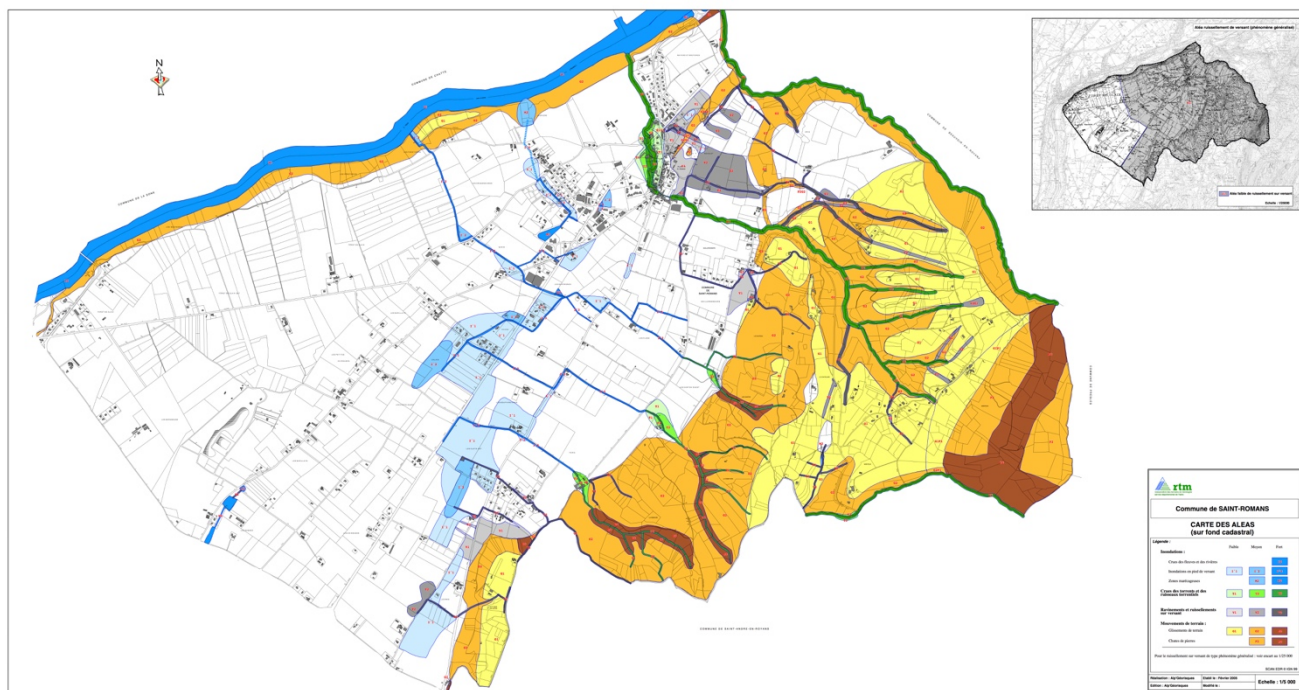


4.6 Risques et nuisances

Le document est concerné sur tout ou partie de son territoire par :

	OUI	NON	Si oui, lesquels ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par le projet de PLU ?
Risques ou aléas naturels, industriels, technologiques, miniers connus	x		Risques et aléas naturels : voir ci-dessous. Risques industriels et technologiques : - Transport de matières dangereuses par la RD1532 qui traverse le bourg (source : Primnet). - Un site ICPE est existant, la société SDMS, situé au cœur de la zone d'activité des Condamines (source : Primnet).
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration		x	La commune est couverte par une carte des aléas qui est retranscrite dans le règlement graphique et dans le règlement écrit.
Nuisances connues (sonores, olfactives, lumineuses, vibratoires) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances		x	Le bruit lié aux établissements de loisirs et le bruit de voisinage n'ont pas fait l'objet de signalement particulier. En revanche, compte tenu de l'imbrication dans le tissu urbain entre les habitations et les activités de type industriel, des plaintes ont été enregistrées, relative au bruit nocturne d'équipements industriels (compresseur de la société VDE). Le PLU ne prévoit pas de développement résidentiel à proximité immédiate des zones d'activités existantes et futures. La future zone résidentielle des Condamines (1AUc sur le règlement graphique <i>annexe 3.4.b</i>) est « isolée » des secteurs d'activité par 2 emprises UI1, sur lesquelles sont autorisées les activités tertiaires, plus adaptées à la proximité des zones d'habitation.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures	x		La RD1532 est classée comme voie à grande circulation, catégorie 3 et catégorie 4 par l'arrêté préfectoral n°2011-322-0005 du 18 novembre 2011, qui définit une bande de nuisances sonores de part et d'autre de l'axe de la voie et impose des prescriptions d'isolation acoustique pour les constructions, de 100m à 30m., Cette disposition impacte peu de zones habitées.

Carte des aléas



Zones de bruit : infrastructures bruyantes et zones d'activités



4.7 Air, énergie, climat

Le document est concerné sur tout ou partie de son territoire par :

	OUI	NON	Si oui, lesquels ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par le projet de PLU ?
Plan de Protection de l'Atmosphère		x	
Enjeux spécifiques relevés par le SRCAE		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque		x	

5 Eléments complémentaires que la commune souhaite communiquer (facultatif)

Sans objet.

6 Annexes

Liste des annexes jointes à la présente note :

3.2 – Délibération du Conseil Municipal de La Buissière du 29 novembre 2011 prescrivant la révision du PLU.

3.3 – Projet de PADD débattu en Conseil Municipal le 18 octobre 2016.

3.4a – Plan de zonage du PLU en cours.

3.4b – Projet de règlement graphique du PLU du 20 octobre 2017.